



**LA CONDUITE POUR LA LIVRAISON DES ENERGIES  
EXPLOITATION D'UNE PRODUCTION DE SECOURS ET  
PRESENCE 24/24 H DU CHU ORLEANS  
2025-59**

**APPEL D'OFFRES OUVERT CONFORMEMENT AUX ARTICLES L 2124-2  
ET R 2124-2.1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

## SOMMAIRE

Article 1.	Objet et forme du marché	4
Alinéa 1.1	Objet du marché	4
Alinéa 1.2	Forme du marché	6
Article 2.	Parties en présence	6
Alinéa 2.1	Autorité contractante	6
Alinéa 2.2	Titulaire du marché	6
Alinéa 2.3	Comptable assignataire	6
Article 3.	Pièces contractuelles du marché	6
Alinéa 3.1	Pièces constitutives du marché	6
Alinéa 3.2	Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	7
Alinéa 3.3	Pièces à délivrer au Titulaire du marché	7
Article 4.	Durée du marché	7
Article 5.	Prix du marché	8
Alinéa 5.1	Contenu du prix	8
Alinéa 5.2	Prix initiaux	8
Alinéa 5.3	Modalités de variation des prix	8
Article 6.	Exécution du marché	9
Alinéa 6.1	Obligations du Titulaire	9
Alinéa 6.2	Garantie	10
Article 7.	Pénalités	10
Article 8.	Modalités de règlement du marché	10
Alinéa 8.1	Avances	10
Alinéa 8.2	Retenue de garantie	11
Alinéa 8.3	Modalités de paiement	11
Alinéa 8.4	Nantissement	12
Article 9.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	13
Article 10.	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	13
Article 11.	Résiliation du marché	14
Alinéa 11.1	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	14
Alinéa 11.2	Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières	14
Alinéa 11.3	Résiliation pour faute du Titulaire	14
Alinéa 11.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	14

Article 12.	Différends et litiges _____	14
Article 13.	Dérogation au CCAG/FCS _____	15

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 11 adhérents dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et 10 adhérents parties : les Centres Hospitaliers de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Neuville aux Bois, de Pithiviers, de Sully sur Loire, de Beaugency, l'EHPAD de Villecante à Dry et l'EHPAD du Champgarnier à Meung sur Loire.

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

## **Article 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **Alinéa 1.1 Objet du marché**

Le marché porte sur la Conduite pour la livraison des énergies exploitation d'une production de secours et présence 24/24 h DU CHU ORLEANS.

Adresse d'exécution du marché :

**Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans**

14 avenue de l'Hôpital

CS 86709

45067 ORLEANS CEDEX 2

La mission du titulaire comprend **6 parties principales** :

- La conduite, l'exploitation et la maintenance des installations de production et de livraison des énergies au moyen d'une présence 24h/24 ;
- La mission de standard technique de l'hôpital et de signalement de l'apparition de toute alarme (cette mission concerne plusieurs sites du CHU d'Orléans) ;
- La surveillance et l'exploitation du réseau de transport pneumatique ;
- Le démarrage de la chaudière (vapeur 4T) de la blanchisserie le lundi matin (entre 4h et 5h) ;
- Un support technique à la gestion thermique du bâtiment à l'aide de l'outil de GTB,
- La mise en sécurité des biens et des personnes.

L'attention du titulaire est attirée sur le caractère évolutif des installations de distribution électrique lié à la déconstruction partielle du vieux bâtiment HLS (VHO), ce qui pourra se traduire la restructuration de la distribution électrique du vieux bâtiment.

Les actions du titulaire porteront sur les installations :

De distribution électrique, et de secours (centrales de secours électriques et onduleurs dynamiques), tout en assurant la production autonome durant les heures d'effacement et d'isolement par rapport au réseau RTE ; une GTE permet la supervision des installations ;

La supervision de la GTB de tous les bâtiments raccordés dans le cadre de la mission de « standard technique » à savoir d'une part la surveillance des alarmes techniques et alarmes « hospitalières » de tous les bâtiments du CHUO, et d'autre part la réception des appels téléphoniques en provenance des services de soins (en dehors des horaires d'ouverture du secrétariat des services techniques CHUO). La réception de ces informations devra générer le déclenchement d'une intervention définie ;

La supervision et les interventions de 1er niveau (aide à l'utilisateur) sur les installations du réseau de transport pneumatique ;

Un support technique à la gestion thermique du bâtiment à l'aide de l'outil de GTB, et une surveillance continue de la température primaire délivrée par le réseau SOCOS ;

La mise en sécurité des biens et des personnes par une intervention de 1ère urgence sur l'ensemble des installations du site par l'organisation d'un dispositif de garde en présence 24h/24.

Ce dispositif fonctionnant en dehors des heures d'ouverture des services techniques.

Dans le cadre de sa mission de surveillance l'agent de quart n'est pas autorisé à quitter son poste pour une durée supérieure à 30 minutes.

Ainsi si exceptionnellement l'agent de quart estime que la levée de doute doit lui prendre plus de 30 minutes il est autorisé à solliciter l'astreinte du prestataire concerné.

La chaudière de la blanchisserie

Ces installations réparties dans tous les bâtiments du site (NHO - Nouvel Hôpital d'Orléans ; VHO – bâtiment historique et tout autre bâtiment) sont situées au CHU d'Orléans, 14 avenue de l'hôpital 45 067 ORLEANS.

La mission de standard technique couvre l'ensemble des sites du CHU d'Orléans.

La consultation est composée d'un lot unique.

## **Alinéa 1.2      Forme du marché**

**Pour les prestations forfaitaires** : il s'agit d'un marché ordinaire.

**Pour les prestations hors forfait** : Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles L 2125-1, R 2162-1 à R2162-6 et R 2162-13 à R2162-14 du Code De La Commande Publique. Et seront réaliser sur la base d'un devis.

Le montant maximum annuel du marché est de 5 600 000€ HT.

## **Article 2.      PARTIES EN PRESENCE**

### **Alinéa 2.1      Autorité contractante**

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

### **Alinéa 2.2      Titulaire du marché**

Le Titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

### **Alinéa 2.3      Comptable assignataire**

Voir annexe 1 du CCAP.

## **Article 3.      PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

### **Alinéa 3.1      Pièces constitutives du marché**

Par **dérogation** à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes : bordereau de prix, annexe fiche contact ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
3. Le Cahier des Clauses Technique Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ; ( + annexe )
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1<sup>er</sup> avril 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
5. Le cadre réponse technique ;
6. La documentation technique ;

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

### **Alinéa 3.2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché**

#### **Alinéa 3.2.1 Clause de réexamen**

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Les modifications pourront porter sur l'étendue des équipements à maintenir.

L'ajout de prestations rendues nécessaires en lien avec l'objet du marché ;

Lorsque 90% du maximum du présent accord cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du/des lots concernés dans la limite de 20% du maximum initial.

En cas d'accord, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

#### **Alinéa 3.2.2 Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence**

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

### **Alinéa 3.3 Pièces à délivrer au Titulaire du marché**

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

## **Article 4. DUREE DU MARCHÉ**

Le marché prendra effet à compter du 01/03/26 pour une durée de 1 an reconductible tacitement 4 fois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 5 ans, soit jusqu'au 28/02/2031

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique, le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

## Article 5. PRIX DU MARCHÉ

### Alinéa 5.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

### Alinéa 5.2 Prix initiaux

Les prix sont ceux figurant sur le bordereau de prix. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

**Pour les prestations forfaitaires** : il s'agit d'une redevance forfaitaire annuelle.

Le titulaire gèrera les stocks et les achats de pièces détachées nécessaires aux opérations de maintenance ; il renseignera leur consommation dans la GMAO ou sur le cahier de chaufferie.

N'est pas comprise dans le prix du présent marché, la fourniture des pièces détachées en remplacement des pièces ayant subi une usure normale.

**Pour les prestations hors forfait** : feront l'objet de bons de commande, sur la base d'un devis, selon le cout de main d'œuvre le déplacement prévus et le prix des pièces.

### Alinéa 5.3 Modalités de variation des prix

#### Alinéa 5.3.1 Révision des prix

Le prix est ferme pendant un an à compter du 01/03/2026.

Il sera ensuite révisable annuellement, à la hausse comme à la baisse, par référence au barème que le titulaire applique à sa clientèle et le prix des pièces. Le titulaire devra communiquer impérativement UN (1) mois avant sa mise en vigueur, le nouveau barème, par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### Alinéa 5.3.2 Clause butoir

La variation de prix à la hausse ne pourra pas excéder 2 %.

#### Alinéa 5.3.3 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % par an.
- Soit d'accepter l'application de la révision lorsque celui-ci est supérieur au pourcentage indiqué ci-dessus.



## **Article 6. EXECUTION DU MARCHÉ**

### **Alinéa 6.1 Obligations du Titulaire**

#### **Alinéa 6.1.1 Clause de confidentialité**

L'article 5 du CCAG/FCS s'applique au présent marché.

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

#### **Alinéa 6.1.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45**

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du Titulaire.

#### **Alinéa 6.1.3 Assurances**

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

#### **Alinéa 6.1.4 Sous-traitance**

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

#### **Alinéa 6.1.5**      Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le Titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

#### **Alinéa 6.2**      **Garantie**

Sans objet.

### **Article 7.    PENALITES**

Par **dérogation** à l'article 14 du CCAG/FCS, le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable des pénalités en cas de non-respect du délai d'intervention précisé dans son offre.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de 500 € par heure de retard sachant que toute heure engagée est due.

En aucun cas, l'entreprise titulaire ne pourra justifier les retards par un manque de personnel ou par la grève de tout ou partie de celui-ci.

#### **PENALITES EN CAS DE GROUPE INDISPONIBLE**

Le titulaire est passible d'une pénalité de 2 200 € par jour au-delà de 24h d'indisponibilité d'un groupe.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées.

Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

### **Article 8.    MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ**

#### **Alinéa 8.1**      **Avances**

Sauf renonciation du Titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

la Conduite pour la livraison des énergies exploitation d'une production de secours et présence 24/24 h DU CHU ORLEANS

Le taux de l'avance est de 5%. Ce taux est calculé selon les modalités prévues aux articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance (50 jours) court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues aux articles R.2191-11 et 12 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché.

Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire du marché.

## **Alinéa 8.2      Retenue de garantie**

Sans objet.

## **Alinéa 8.3      Modalités de paiement**

### **Alinéa 8.3.1      Etablissement des factures**

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, toutes les factures entre le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et ses fournisseurs seront dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite par le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**Voir annexe 1 du présent CCAP.**

En cas de changement de RIB en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en informer sans délai l'administration. A défaut, la facture contenant un RIB différent de celui connu de l'administration dans les pièces du marché sera rejetée.

#### **Alinéa 8.3.2      Délai de paiement**

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

#### **Alinéa 8.3.3      Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé par l'article D 3133-27 du Code de la Commande publique.

#### **Alinéa 8.4      Nantissement**

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code de la Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivré. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

## Article 9. MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R 2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 10. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

la Conduite pour la livraison des énergies exploitation d'une production de secours et présence 24/24 h DU CHU ORLEANS

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 11. RESILIATION DU MARCHE**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L 2195-1 à L 2195-6 du Code de la Commande Publique.

### **Alinéa 11.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG/FCS.

### **Alinéa 11.2 Résiliation du fait du Titulaire ou de circonstances particulières**

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS et de l'article 39 du CCAG/FCS.

Dans le cas d'une résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

### **Alinéa 11.3 Résiliation pour faute du Titulaire**

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 41 du CCAG/FCS.

### **Alinéa 11.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

## **Article 12. DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée dans un délai de 15 jours, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie  
 45057 ORLEANS Cedex  
 Téléphone : 02.38.77.59.00  
 Télécopie : 02.38.53.85.16  
 Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

### Article 13. DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services pour les articles suivants :

CCAP	CCAG/FCS
Article 3.1	Article 4.1
Article 6.1.1	Article 5
Article 6.1.3	Article 9
Article 7	Article 14
Article 8.1	Article 11.1
Article 11.1	Article 42
Article 11.2	Article 40 et 39
Article 11.3	Article 41
Article 11.4	Article 45